

supervisé le démantèlement des institutions de l'ex-Yougoslavie et leur remplacement par l'Armée de libération du Kosovo, tout en n'intervenant pas vigoureusement contre diverses opérations d'épuration ethnique visant à détruire les derniers villages serbes¹. Imposé à ce poste par Washington malgré l'avis du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, Kouchner, on l'a vu, a été l'un des principaux agents de la marche forcée du Kosovo à l'indépendance – proclamée unilatéralement et sans approbation des Nations-Unies le 18 février 2008 –, dont la France aura été l'un des premiers pays à saluer l'avènement.

Dès le lendemain, Kouchner aura d'ailleurs publié sur ce thème une tribune dans le *Figaro*² : « Indépendance : le joli mot. Le Kosovo est désormais un État indépendant. Et la France lui souhaite la bienvenue dans la communauté internationale [...]. Ce dimanche a donc vu la naissance d'un nouvel État sur le sol de l'Europe. C'est le dernier soubresaut d'une fédération yougoslave qui avait su faire cohabiter ses peuples. C'est un succès pour la communauté internationale, et c'est un grand succès pour l'Europe. »

Quel succès au juste ? Celui de la création *ex nihilo* d'un micro-État de 2,5 millions d'habitants vivant

1. Voir chapitre VII.

2. Le 19 février 2008.

sous perfusion des subventions européennes et sous surveillance d'une puissante mafia locale ? Cette nouvelle charge pour le budget européen, doublée d'une nouvelle fragmentation territoriale sur son flanc sud, un « succès pour l'Europe » et la France ? Il serait plus juste d'évoquer une réussite de la diplomatie américaine : diviser pour régner en favorisant, partout dans le monde, la multiplication de micro-États plus ou moins soumis à sa tutelle ; fragmenter les territoires et les État-nations encore debout, émietter géopolitiquement leurs zones d'influence en retribalisant leurs populations – voilà d'ailleurs ce que les stratèges américains ont parfaitement réussi au Proche-Orient, en commençant par l'Irak et la Palestine. Bernard Kouchner se trouve là encore en parfaite harmonie avec cette ligne.

Avant sa prise officielle de fonctions au Quai d'Orsay, le 18 mai 2007, Kouchner et les kouchnériens historiques qui fonctionnent en *shadow cabinet* ont deux missions à accomplir : expliquer et justifier la « trahison », le ralliement à Nicolas Sarkozy ; et former une équipe de conseillers sûrs, dévoués, admiratifs du chef. « Comme les loups, les kouchnériens vont en meute, mûs par une faim commune : profiter des attributs du pouvoir », explique un *repenti* ; « un peu comme dans les sectes, ils doivent faire preuve de fidélité et de vénération envers leur gourou ».

vagabonds déambulant à l'aveugle dans une mémoire ruinée, semée d'obscurité et de mystérieuses plages de silence. Je parle pourtant, on y parle même à tous vents, mais dans une langue opaque, langue de bois, langue de pierre, langue de bouches closes et d'oublieuses têtes qu'on dirait occupées à tisser d'épais voiles de bruit et de sonores illusions. Cette langue voilée, c'est celle de notre culture. Cette mémoire en loques, c'est celle de notre Histoire. Et ce pays étrange, lointain, mal connu, dernier lieu d'exotisme, et tout cerné de brumes, c'est en un mot la France¹... »

Derrière la thèse visant à accréditer l'idée que toute la France se serait retrouvée derrière Pétain et sa révolution nationale, Lévy attaque l'indépendance du pays et ses velléités d'appartenance à une Europe politique qui affirmerait clairement son autonomie vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. En définitive, ce qu'il ne cesse d'exprimer et de partager avec l'autre Bernard, c'est bel et bien la haine du gaullisme et de la philosophie politique qu'il sous-tend : les valeurs de la Révolution française, de la Convention au Conseil national de la Résistance ; celles d'une indépendance nationale honnie au nom d'un cosmopolitisme anglo-saxon, droit-de-l'hommiste et néolibéral, fondements de l'idéologie néoconservatrice que nos

1. *Ibid.*

« nouveaux philosophes » ont fini par rallier. Objet d'une telle détestation, notre pays ne mérite plus, du coup, d'avoir une diplomatie ni une défense autonomes et souveraines. D'après cette « contre-idée de la France », notre vieux pays peut fort bien se passer d'un ministère des Affaires étrangères fort et indépendant, puisqu'il s'agit de suivre fidèlement les grandes impulsions venues de Washington. C'est plus simple et ça coûte bien moins cher. Le Quai d'Orsay n'a désormais plus grande utilité.

Voilà pourquoi Bernard Kouchner s'est engagé dans une véritable braderie des outils d'influence et d'indépendance de la France, en commençant par le démantèlement du Quai. Le ministre et ses néocons ont pris la responsabilité historique de casser le ministère, notamment en démembrant son réseau culturel et de coopération. Dans un rapport présenté le 3 décembre 2008 par le sénateur Adrien Gouteyron (UMP) sur le budget 2009-2011 des Affaires étrangères, on apprend que les chefs de poste à l'étranger (les ambassadeurs), en proie à un véritable « choc culturel », bloqueraient la réforme du Quai, refusant de se résoudre à l'amputation de leurs moyens et prérogatives... À leur décharge, aucune indication précise ne leur a été communiquée : « Les télégrammes adressés aux postes ne fixent aucun objectif chiffré de réductions d'effectifs », affirme le document, alors

que Bercy réclame pour sa part la suppression de sept cents emplois à temps plein sur trois ans !

Sur le front de l'action culturelle et de coopération, dite « diplomatie d'influence », la casse s'annonce encore plus radicale. La France, qui a quasiment inventé le concept de « diplomatie culturelle » dès la fin du XIX^e siècle, y renonce subrepticement dans un contexte de mondialisation accélérée, au moment précis où la Chine multiplie ses « instituts Confucius » partout dans le monde, tandis que l'Allemagne et l'Espagne font de même avec leurs instituts « Goethe » et « Cervantès ». Au nom du *soft-power* et de la *Public Diplomacy*, les pays anglo-saxons et ceux d'Europe du Nord augmentent eux aussi leurs budgets d'intervention culturelle et de coopération afin de renforcer leurs partenariats scientifiques, universitaires et linguistiques, vitaux pour la lutte d'influence, caractéristique majeure de la globalisation en cours. C'est au rebours de cette tendance évidente que le ministre français des Affaires étrangères supprime carrément la Direction générale de la Coopération internationale et du développement (DGCID) !

Ainsi récupérée, la cagnotte de la DGCID – la plus importante du Quai – servira de variable d'ajustement à un budget général en régression de 15 à 30 %, voire de 40 % pour certaines rubriques. « Un bon ministre se bat d'abord pour défendre, sinon pour faire

augmenter son budget », commente l'un des grands ambassadeurs de France en se demandant, quelque peu dépité : « Comment se fait-il que Mme Albanel réussisse à stabiliser le sien alors que celui du Quai est victime de coupes sombres menaçant jusqu'à son existence même ? »

La réponse est triple, précise l'un des diplomates qui fut longtemps chargé de l'inspection des postes : « Premier constat : le Quai d'Orsay ne s'occupe plus de la politique étrangère de la France, qui se décide et se gère à l'Élysée. Deuxième constat : ces questions triviales d'intendance et de management n'intéressent ni le ministre, ni son cabinet, et encore moins le secrétaire général du Quai. Le troisième constat implique la personnalité même du ministre, qui n'aime pas les diplomates – c'est maintenant connu – et se fiche pas mal de ceux qui se battent tous les jours sur le terrain ! Il n'arrête pas de clamer haut et fort dans les dîners en ville que ces coupes sont tout à fait normales, le Quai devant prendre toute sa part dans l'allègement de la dette extérieure de la France. »

Voilà la vraie « rupture » version Kouchner ! Le réseau des quelque 7 000 attachés culturels et de coopération, les programmes audiovisuels, les équipes de coopération scientifique, technique, universitaire et linguistique : à la poubelle ! Voilà la

vraie réforme en actes du Quai d'Orsay qui, pendant un certain temps, tentera de prolonger la fiction d'un réseau diplomatique qualifié d'« universel ». Passé maître dans le maniement de la « novlangue » digne des héros d'Orwell, qui fait dire aux mots le contraire de leur signification réelle, Bernard Kouchner pense calmer les inquiétudes en expliquant (sans rire) aux ambassadeurs : « Nous avons besoin d'instruments efficaces pour défendre nos valeurs et nos intérêts. C'est pourquoi nous renforçons la capacité d'expertise du Quai d'Orsay sur tous les grands défis de la mondialisation¹ ». « Toujours débordant d'imagination et plein d'énergie pour mettre des faux-nez au réel et y faire passer les vessies pour des lanternes ! Le pire, c'est qu'il est persuadé que ça marche, parce qu'il est aussi persuadé qu'il est resté l'excellent communicant des temps révolus de MSF. Comme ministre, il aurait dû se rendre compte que le monde a changé... », ironise un ancien directeur général de l'administration centrale du ministère.

Encore plus courroucé que ses collègues, un autre ambassadeur, chef de poste de la troisième catégorie « à présence diplomatique », et qui ne disposera plus de personnels culturels et de coopération, se demande ce qu'il pourra faire désormais face à ses interlo-

1. Bernard Kouchner : « Ambassadeurs, gardez la tête haute ! », *Le Figaro* du 9 décembre 2008.

cuteurs : « Leur distribuer le discours de Sarkozy à Dakar ou quelque livre puissant de notre patrimoine intellectuel, tel *Les Sept Vies de Bernard Kouchner* ? » Très en colère lui aussi, le sociologue Dominique Wolton signe un « coup de gueule » dans *Le Nouvel Observateur*¹ : « La France brade son réseau culturel à l'étranger. »

La casse du Quai ne s'arrête pas là. En effet, le jour même du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Bernard Kouchner s'en prend – « sans langue de bois », autrement dit : en disant le contraire de ce qu'il déclarait jusque là – à Rama Yade dans *Le Parisien*² : « Je pense que j'ai eu tort de demander un secrétariat d'État aux Droits de l'homme. C'est une erreur. Car il y a contradiction permanente entre les droits de l'homme et la politique étrangère d'un État, même en France. Cette contradiction peut être féconde, mais fallait-il lui donner un caractère gouvernemental en créant ce secrétariat d'État ? Je ne le crois plus, et c'est une erreur de ma part de l'avoir proposé au Président. » Persuadé que les jours de Rama Yade au gouvernement sont comptés, Kouchner hurle avec les loups, en phase, croit-il, avec l'humeur de la cour... Le soir même, lors de la réception donnée pour ce 60^e anniversaire

1. *Le Nouvel Observateur*, 11-18 décembre 2008.

2. *Le Parisien* du mercredi 10 décembre 2008.

au Trocadéro, il ne fait qu'une brève apparition crispée aux côtés de sa secrétaire d'État, avant de déguerpir piteusement, laissant coi un parterre de chefs de gouvernement et de délégations étrangères venus aux frais du contribuable français commémorer dignement un texte dont notre pays ne cesse de revendiquer la double paternité : celle, lointaine, de la Révolution française, et celle du Prix Nobel de la paix René Cassin pour ce qui est du texte même de la Déclaration. Les couloirs de la réunion commémorative bruissent de propos vénéneux à l'encontre du ministre des Affaires étrangères.

Cette attaque visant Rama Yade est on ne peut plus éclairante sur la personnalité de son auteur. Particulièrement inélégante, elle révèle surtout le double langage d'un homme qui a bâti toute sa carrière et sa popularité sur la notion de primauté de la morale sur la politique, et des droits de l'homme sur la raison d'État. Et voici qu'en quelques mots il s'affiche à présent sans complexe comme un adepte de la *realpolitik* qu'il n'a cessé officiellement de combattre toute sa vie – une *realpolitik* qui instrumentalise les droits de l'homme pour les besoins de sa cause, comme fait Washington¹.

1. Pour la première fois depuis longtemps, la cote de popularité du ministre a perdu dix points après sa saillie contre Rama Yade. Comme s'il avait en quelques mots commencé à

Dans cette approche cynique, l'ex-fondateur de Médecin sans frontières ne tient pas à être *emmerdé* par une voix libre s'exprimant sur les droits de l'homme. Au demeurant, il ne veut être *emmerdé* par personne, surtout pas par les journalistes. Le « stalinisme affectif » dont parle si bien Rony Brauman pour qualifier sa psychologie donne sa pleine mesure dans les rapports complexes qu'il entretient avec les gens des médias. Cette dialectique « amour/haine » peut se décomposer en trois phases successives : amour fou, besoin, allergie.

Phase 1 : L'amour fou. Il s'exprime surtout pendant la période *French doctor*. Bernard aspire à témoigner et à « médiatiser » toute la misère du monde, ou plutôt son ego surdimensionné plongé dans la misère du monde, en se mettant lui-même en scène. Il faut dire qu'il a du métier : il a déjà œuvré comme journaliste et communicant, via *Clarté*, *L'Événement* et surtout *Actuel* pour qui il a beaucoup pigé grâce à son complice Michel-Antoine Burnier. Un « suceur de micro », un « pro » qui peut faire, à la demande, un face-caméra de 45 secondes, en direct ou en différé, pour l'ouverture du 20 heures. La pointe himalayenne de cette phase est, bien sûr, l'épisode du

dessiller les yeux de son « public » sur la réalité de ses convictions.